

Questions orales

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, j'ai pris bien soin de dire hier que ce chiffre de 300 000 emplois représente notre interprétation de l'indice de l'offre d'emploi.

Tout ce que la députée a à faire, c'est de parcourir le Canada et de parler aux employeurs et elle comprendra. Elle pourrait également se demander pourquoi elle s'est opposée à l'amendement au projet de loi C-21 qui a permis de faire passer de 1,2 à 1,8 milliard de dollars cette année les fonds consacrés à la formation des Canadiens sans emploi. Cet argent va aux travailleurs canadiens.

* * *

L'EMPLOI

Mme Diane Marleau (Sudbury): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Le nord de l'Ontario connaît depuis longtemps un taux élevé de chômage. En conséquence, bien des personnes ont épuisé leurs prestations d'assurance-chômage et reçoivent maintenant des prestations d'aide sociale. Elles ne sont pas moins au chômage que celles qui touchent des prestations d'assurance-chômage, pourtant elles n'ont pas droit au recyclage.

Le ministre envisagera-t-il d'intégrer les programmes de sorte que tous les chômeurs aient également accès aux programmes de recyclage et à l'assurance-chômage?

• (1430)

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Je n'emploierai pas le mot pitoyable, mais je me souviens que le Parti libéral du Canada s'est opposé aux amendements apportés au projet de loi C-21, la Loi sur l'assurance-chômage, qui a permis au gouvernement de donner aux chômeurs exactement ce que la députée demande maintenant, à savoir de la formation. Nous avons en place des programmes qui permettent la formation des chômeurs pour la coquette somme de 1,8 milliard de dollars cette année.

[Français]

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. L'espoir des jeunes à trouver leur premier emploi diminue tous les jours. Les jeunes Canadiens, tout comme Anna Nozza, de Saint-Léonard, veulent travailler pour être capables de contribuer pleinement à notre société.

Le ministre peut-il assurer à cette Chambre et aux jeunes Canadiens qu'un programme de formation desti-

né à aider les jeunes à trouver un emploi sera introduit dans le prochain budget?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, étant lui-même un député du Québec, le député sait sûrement avec quel enthousiasme mon homologue provincial, le ministre Bourbeau, a implanté au Québec des programmes de formation pour les jeunes en question, lesquels nous soutenons avec les programmes fédéraux. Donc, si le Parti libéral me demande aujourd'hui si je vais aller au Québec et créer un nouveau programme de formation, non je ne suis pas disposé à le faire. Mais ce que je suis prêt à faire, c'est de continuer à dialoguer avec M. Bourbeau pour voir de quelle façon la stratégie d'emploi canadienne peut être utilisée à l'avantage des jeunes Québécois.

* * *

*[Traduction]***LE SECTEUR DE L'AUTOMOBILE**

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange, le Canada a perdu 40 usines de pièces d'automobile et 19 000 emplois dans ce secteur. Compte tenu de la sombre expérience que nous avons de cet accord avec les États-Unis, est-ce que le gouvernement peut nous assurer aujourd'hui qu'il ne cédera pas de nouveaux emplois dans le secteur des pièces d'automobile en vertu de l'entente qu'il va signer avec les États-Unis et le Mexique?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je pense que le député est en train de mélanger les pommes et les oranges, car il établit un lien entre l'Accord de libre-échange et le Pacte de l'auto. Il sait pourtant que le Pacte de l'auto ne fait pas partie de l'Accord de libre-échange. Il existe un problème aujourd'hui dans le marché de l'automobile en Amérique du Nord. L'industrie de l'automobile ralentit aux États-Unis parce que là aussi les ventes sont en baisse. Le Canada qui exporte aux États-Unis près de 90 p. 100 de sa production, enregistre une baisse dans ses ventes parce que celles-ci sont en baisse aux États-Unis. C'est là que réside le problème, et non dans l'Accord de libre-échange ou dans le Pacte de l'auto.

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, le ministre doit cesser de faire l'autruche. Nous avons perdu 49 usines de pièces d'automobile qui ne rouvriront pas leurs portes.